

Les mesures et les instances utilisées pour le règlement pacifique de différends comme ceux qui ont ostensiblement motivé l'action de l'Iraq existent depuis longtemps: elles ont permis de régler des litiges internationaux sur des questions de territoire, de navigation et de partage de ressources pétrolières et minérales et d'autres ressources et recettes sans recourir au conflit armé. La Cour internationale de justice (CIJ) est la mieux connue de ces institutions; la Cour permanente d'arbitrage a des procédures pour l'établissement de groupes de spécialistes du droit international; le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements a des règles de conciliation adaptées aux litiges commerciaux. Nous, au Canada, avons utilisé la CIJ et un tribunal arbitral ad hoc pour régler nos différends avec les États-Unis et la France. Mais dans le cas du Golfe, de telles procédures ne pourraient être engagées tant que l'Iraq ne se sera pas retiré du Koweït et n'aura pas autorisé le départ des nationaux de pays tiers.

#### La participation du Canada

Permettez-moi de parler maintenant de la participation du Canada dans cette crise. J'ai jusqu'ici parlé de l'aspect paix et sécurité de la crise du Golfe. Mais il y a aussi d'autres éléments en cause. De sérieuses difficultés économiques et humanitaires ont été imposées aux citoyens de plusieurs pays, et aux Canadiens, dont la sécurité a été compromise. Les coûts que plusieurs États doivent supporter en raison de l'exode de l'Iraq et du Koweït, la perte d'emplois, de recettes et d'épargnes ainsi que les problèmes causés par le relèvement des prix du pétrole ont sérieusement menacé la prospérité économique de bien des États et de bien des personnes. Les conséquences de ces coûts se feront sentir pendant un certain temps.

J'aimerais esquisser très sommairement la réaction du Canada à ces divers aspects.

#### Paix et sécurité

Même si les délibérations du Conseil de sécurité étaient télévisées, ce qu'elles ne sont pas pour de très bonnes raisons, ce qui s'y passe donnerait de bien moins bonnes images que celles du départ de bâtiments de guerre ou de chasseurs hautement sophistiqués qui décollent deux par deux. Mais ce que nous avons réalisé aux Nations Unies n'en est pas moins une partie essentielle de notre réaction à la crise.